

DOSSIER DE PRESSE

« 365 jours »

« Journal contre le renoncement »

par Dominique Strauss-Kahn

Editions Bernard Grasset

VERBATIM

Avant-propos pp. 7-9

J'ai fait, avec 365 jours, le choix d'un livre atypique. (...) Grâce à ce journal, j'ai voulu me livrer à une mise en situation. J'ai choisi de me confronter à la réalité française, européenne et mondiale pour dire comment j'aurais réagi sous le flux de l'actualité qui vous assaille lorsque vous exercez les plus hautes responsabilités. (...) Pendant un an, chaque jour ou presque, sans autre guide que ma propre subjectivité, j'ai pris des notes pour fixer une impression, préciser ma position, croquer un portrait. (...) Voici donc 365 jours, chronique d'une année où s'est rejouée la bataille du modèle social qui a fait de la France ce qu'elle est aujourd'hui.

INTRODUCTION pp.11-16

Je parcours la France depuis des mois. (...) Les Français se sont souvent interrogés sur leur destin. Jamais ils n'avaient songé à renoncer. (...) Si nous ne bougeons pas, si nous plions l'échine, si nous renonçons, c'est que nous avons perdu ce qui nous donnait du ressort : notre fierté. Nous nous étioignons parce que nous ne nous sentons plus capables de tenir notre rang, le rang de la France, que nous voulons le premier. Deux voies s'offrent dès lors à nous : celle du renoncement ou celle de l'espoir. (...)

La démocratie aura pâti du deuxième mandat de Jacques Chirac. Ses derniers mois s'étirent dans une atmosphère crépusculaire où tous les repères sont brouillés, où toutes les aventures paraissent possibles. Il est temps qu'il s'achève. L'enjeu de l'élection présidentielle qui vient est essentiel : il s'agit de rendre aux Français la confiance qu'ils ont perdue. J'ai la volonté d'être candidat à cette élection et de l'emporter parce que j'ai la conviction de pouvoir, avec d'autres, rendre aux Français l'espoir de bâtir une société plus juste. La présidence de Jacques Chirac, le climat d'autoritarisme que fait régner Nicolas Sarkozy, l'amateurisme grandiloquent de Dominique de Villepin, les divisions et les incertitudes de la gauche ont altéré la qualité du débat politique en France. Je ne me résigne pas à la désaffection persistante qu'inspire aux Français le spectacle de la vie publique : je la refuse absolument. (...) Je veux une gauche d'innovation. Une gauche porteuse des espoirs de son temps. Une gauche qui comprendrait les contraintes liées à la mondialisation mais ne renoncerait pas à les repousser. Une gauche qui saurait faire revivre l'esprit d'entreprise mais n'oublierait pas les valeurs d'égalité. C'est cette vraie gauche qui portera l'espoir de la France. (...)

L'EUROPE

Mercredi 2 mars pp.27-28

José Luis Zapatero est devant l'Assemblée, avec son optimisme national et son enthousiasme européen. (...) Trente ans après la mort du dictateur, l'Espagne est toujours dans l'élan de la démocratie retrouvée. Elle n'est ni fatiguée, ni blasée, ni inquiète, comme la France l'est parfois. Elle sait que les libertés sont une conquête, pas un acquis. Elle veut la croissance, elle connaît les bienfaits de l'ouverture. Elle veut s'affirmer politiquement, rayonner culturellement, faire la fête. Elle sait intégrer sa jeunesse. Elle a envie d'espoir. (...) En écoutant Zapatero, je me dis que la leçon espagnole comporte beaucoup d'éléments utiles.

Jeudi 5 mai p.46

Meeting à Cahors hier soir. Dans un contexte national de plus en plus difficile. Et dans un territoire, le Sud-Ouest, rétif au référendum. J'interviens. Puis le débat s'engage. Une question reprenant les arguments du non. Puis deux. Puis trois. Et ça ne s'arrête guère. D'instinct, je choisis la ligne de conduite dont je veux qu'elle soit la mienne jusqu'à la fin de cette campagne. Dans la salle, ce sont les nôtres, les hommes et les femmes dont je partage habituellement les combats. Alors, un mot s'impose : le respect. Respect de leurs positions et, donc, refus absolu de cette facilité qui conduit à considérer comme négligeables les arguments et les défenseurs du « non » : ils considèrent que l'Europe ne leur apporte pas ce qu'ils en attendaient ; ils comprennent de l'Europe autre chose que ce que je voudrais qu'ils comprennent. Alors, n'invectivons pas, mais argumentons. C'est le seul moyen, peut-être, de convaincre.

Vendredi 6 mai p.47

Le « New Labour » de Tony Blair a donc gagné à nouveau les élections législatives au Royaume-Uni. Les travaillistes l'emportent pour la troisième fois consécutive (...) Les socialistes français aiment bien se considérer comme les « plus à gauche » d'Europe. Ils ne détestent pas donner aux autres des leçons de conviction – ou de pureté idéologique. Ils ont eu beaucoup de mal – l'ont-ils fait vraiment, complètement, d'ailleurs – à se convertir à la social-démocratie. Ils regardent de haut les partis travaillistes ou sociaux-démocrates scandinaves, suspects de compromissions ou de tiédeur. Le problème, au bout du compte, c'est que nous gagnons moins souvent les élections (...)

Mardi 17 mai p.49

Le « non » est repassé en tête et Laurent Fabius a reçu José Bové à Rouen. Ils ont bu un coup de cidre à la défaite du traité. Laurent donne son crédit à un « plan B ». Sa position est la rencontre d'une conviction - l'élargissement fut une erreur -, d'une intuition - Chirac ne peut pas gagner le référendum -, et d'une ambition : se faire désigner par un PS réputé plus à gauche que lui. (...) Et puis face à un François Hollande qui le titille, il a basculé pour un gain incertain. Il était un candidat possible, il est devenu improbable. Il en avait les qualités, il vient de les abîmer.

Dimanche 29 mai p.55

Le « non » est à 55%. (...) Les Français trouvent l'Europe trop libérale et trop peu démocratique. Le traité constitutionnel européen permettait le début d'une réorientation. Je ne crois pas que le « non » soit fondateur d'un nouveau cycle à gauche. Il est le produit des circonstances. Il est le révélateur de la colère française vis-à-vis du libéralisme ambiant en Europe. Il est la sanction de la « démission » de Jacques Chirac face à la construction européenne. Si le Parti socialiste porte sa part de responsabilité, c'est qu'il n'a pas donné de sens, de contenu à son alternative. Il a trop tardé à produire son projet et les Français n'ont vu que le « non » pour s'opposer. (...)

Samedi 2 juillet p.60

Rendez-vous ce matin à la Fondation Jean-Jaurès pour un séminaire sur le référendum. La cité Malesherbes a été le siège historique de la SFIO. C'est aussi, je ne peux m'empêcher d'y penser chaque fois que j'y pénètre, le lieu de la rencontre de mes parents. Mon père, qui avait quitté très tôt le Parti communiste, au milieu des années 1930, à l'occasion des procès de Moscou, s'était engagé à la SFIO avant la guerre. Après avoir été démobilisé, il rejoignit le réseau de résistance Libé-Nord. Après la guerre, il a plusieurs fois été candidat en Seine-et-Marne – et fut battu autant de fois. Jamais élu, il avait cependant un titre qui existait alors dans ce parti très structuré et très hiérarchisé, titre dont il était fier : il était « orateur » de la SFIO, ce qui lui donnait le droit de s'exprimer dans les réunions publiques au nom de son parti. Après avoir été instituteur, il donnait aussi des consultations juridiques gratuites cité Malesherbes... qui était le siège du *Populaire*, le journal du parti pour lequel ma mère, journaliste, travaillait.

Jeudi 7 juillet pp.61-63

Après les États-Unis le 11 septembre 2001 et l'Espagne le 11 mars 2004, c'est au tour de la Grande-Bretagne d'être frappée par les attentats terroristes. (...) J'observe Tony Blair dans ce moment difficile. (...) Le Premier ministre, qui a appelé les Britanniques au calme et au rassemblement, qui a opposé au terrorisme une intransigeance absolue, n'était plus l'homme las et parfois désabusé qui était apparu sur les écrans ces derniers temps. Il avait de l'énergie et de la dignité. Un souffle churchillien, un peu de l'âme de cette nation qui a tou-

jours résisté à toutes les tentatives d'occupation, passaient dans son discours à la fois inspiré et rassurant. C'est dans ces moments-là qu'on mesure la stature d'un responsable politique, par sa capacité à défendre les intérêts vitaux de son pays, à exprimer l'esprit d'un peuple, à créer la confiance à l'instant même où elle est la plus menacée, donc la plus nécessaire.

Mercredi 12 octobre pp.71-73

L'Allemagne a enfin un gouvernement. (...) Cette grande coalition était sans doute, pour nos amis sociaux-démocrates, un choix obligé. Je souhaite, pour l'Allemagne et pour l'Europe, qu'elle réussisse. Je pense néanmoins qu'elle ne pourra durer quatre ans, que des difficultés apparaîtront vite, d'abord surmontables, puis croissantes, enfin insupportables. C'est pourquoi je ne crois pas aux formules d'union nationale. Elles peuvent s'imposer à tel ou tel moment, mais sont nécessairement provisoires et imparfaites. Pour bien gouverner, il faut de la cohérence. L'Allemagne devra y revenir, la France et la gauche devront en 2007 trouver la leur.

Samedi 25 février pp.85-86

C'est toujours avec le même bonheur que j'arrive à Rome. (...) Il n'y a pas une minute à perdre : le lancement de la campagne de *L'Ulivo* est prévu à quinze heures, dans un grand stade couvert de la banlieue de Rome. (...) Ils y croient. Ils vont gagner. J'y crois aussi. Nous discuterons pendant le dîner, Piero Fassino, Massimo d'Alema et moi, des conditions de la relance de la construction européenne. J'insiste pour qu'on se mette d'accord avant même les élections françaises. Il ne faut pas recommencer l'expérience de 1997 avec une majorité de gouvernements de gauche et aucun programme collectif pour l'Europe. Ils en sont d'accord. L'avenir est à nous. L'espoir est de retour.

FRANCE (Hier)

29 février 2005 pp.93-94

2005 n'est pas une année bissextile. Il n'y a donc pas, cette année, de 29 février. Mais pour moi, il y a chaque année un 29 février. Car le 29 février, c'est la date du tremblement de terre d'Agadir, le jour où 30 000 vies se sont brisées, l'instant où ma vie a basculé. J'allais avoir onze ans. (...) J'ai vécu à Agadir mes dix premières années. Une vie de rêve, dans l'insouciance de l'enfance et dans l'inconscience du durcissement des tensions sociales. (...) Et puis tout cela a pris fin. Brutalement. Dans la nuit du 29 février 1960. C'est bizarre un tremblement de terre. Il y a – il y a eu en tout cas cette fois-là – un « avant ». Comme un gros camion trop lourd qui dévale trop vite une ruelle trop étroite, la terre avait déjà tremblé les jours précédents. Quelques-uns se remémoraient les récits qu'on leur avait fait du tremblement de terre d'Orléansville, en Algérie. Mais j'ai

l'impression que l'on ne prenait guère au sérieux ces signes prétendument annonciateurs. Puis, il y a « pendant ». Le bruit. L'effroi. Le chaos. Et le grand-père invalide qui retrouve ses jambes pour descendre quatre à quatre l'escalier de la maison. Et nous, les enfants, enfournés dans une voiture pour aller chez un ami dont le jardin nous protégerait. Et la ville, au loin, plongée dans ce que nous croyions être un épais brouillard mais qui n'était que la poussière d'un gigantesque tremblement de terre. Il y a, enfin, un « après ». Pendant deux jours, je suis – judicieusement – tenu à l'écart. Puis, caché dans une voiture, je suis retourné à Agadir où j'ai vu les maisons de mes camarades de classe écroulées, affaissées, effondrées – et eux dessous. Nous sommes restés logés sous une tente une quinzaine de jours, à Casablanca une poignée de semaines – le temps de régler les affaires marocaines de mon père – et nous sommes rentrés en France. Définitivement. (...)

Lundi 14 mars p.95

(...) Les temps ont changé. L'heure des grands hommes est sans doute passée. Mais leur legs demeurent : il faut du temps pour retenir l'essentiel, il faut de la ténacité pour tenir sur l'essentiel. Qu'est-ce qui sera demain l'essentiel ? Cela ne sera plus ni la conquête du pouvoir par la gauche, ni la durée de son exercice, mais la capacité à atteindre les buts qu'elle se sera fixés. Le changement réel plutôt que le discours virtuel, voilà le défi. L'espoir plutôt que le renoncement.

Mardi 10 mai p.103

Aujourd'hui, je suis confronté à Jean-Pierre Chevènement sur France Info. Il n'est pas difficile de nous opposer, lui et moi – et pas seulement sur l'Europe. Il n'est pas impossible, non plus, de nous rapprocher – aussi surprenant que cela puisse paraître. Nous partageons, je crois, une même passion du débat d'idées. Une même compréhension de l'importance des problèmes de sécurité – souvent minoritaire chez les responsables nationaux de gauche. Une histoire, enfin : j'ai été, en effet, « chevènementiste » ! (...)

FRANCE (Aujourd'hui)

Mercredi 1^{er} juin p.137

(...) Le mot d'ordre de la droite tourne aujourd'hui autour d'un double conservatisme, celui de la société et celui du marché. Elle n'a plus de spécificités en politique extérieure depuis la fin du gaullisme. Elle a fait, bon an mal an, sa mue pro-européenne depuis la fin de l'aventure Pasqua. Elle n'a plus de parti bonapartiste depuis la fusion du RPR avec Démocratie libérale et une fraction non négligeable de la démocratie chrétienne. (...) La droite, sous Chirac, s'est à la fois balladurisée dans ses références et radicalisée dans son dessein. (...)

Mardi 14 juin p.144

Conférence de presse de Florence Aubenas, rayonnante, lumineuse malgré l'épreuve. On en sait un peu plus sur les conditions de sa libération. Sur celles, surtout, de sa détention. L'image fait passer un message fort : ne jamais oublier les otages, car à travers les murs de leurs prisons leur parvient l'écho de nos soutiens. (...)

Jeudi 30 juin pp.149-150

L'alliance que j'ai conclue avec François Hollande en vue du congrès du Parti socialiste est rendue publique. (...) Dans ces moments, François Hollande est toujours sincère et agréable, astucieux, caustique envers les autres. Malheureusement, je sais d'expérience qu'ils ne durent guère. (...)

Je souhaite une majorité claire. Je le sais en difficulté ; certains de mes amis me pressent de me distinguer et de me compter, enfin, sur mes idées dans le Parti. Ce n'est pas le choix que je retiens, bien que je sois tenté : je décide au contraire de soutenir d'emblée François Hollande. (...) On ne peut pas prétendre incarner l'intérêt général d'un pays en commençant par diviser les socialistes. (...)

Vendredi 2 Septembre p.166

J'ai envoyé un mot à Jacques Chirac qui vient d'être hospitalisé. Je pense à François Mitterrand. A son hospitalisation qui fut la césure de fin de son règne, laquelle le vit à la fois canonisé de son vivant et attaqué avec plus de force. La maladie nous renvoie à nous même, à notre famille, à nos proches. Une « pause contrainte » dans la course infernale de la vie. La maladie, à cet âge, c'est le regard furtif de la mort. La façon dont Villepin surjoue la continuité de l'Etat et la capte à son profit personnel est une faute de goût. Les Français l'auront remarqué. Mitterrand avait su trouver le ton juste lors de la maladie de Georges Pompidou. Il s'agissait de sa part d'humanité, mais aussi de l'expression d'une vraie connaissance de la France profonde : on ne joue pas avec ces choses-là.

Mercredi 26 octobre p.177

Lionel Jospin m'a fait parvenir la semaine dernière son livre. (...) Sans être révolutionnaire, c'est un très bon livre. (...) En revanche, je trouve Lionel trop classique dans son analyse de la mondialisation. Le vrai phénomène nouveau, c'est que la Chine, l'Inde et d'autres ont mis sur le marché des quantités considérables de travail. Du coup, le prix du travail baisse et la rémunération du capital augmente. (...) Aujourd'hui, le nouvel âge du capitalisme, c'est le marché mondial sur lequel fusionnent capital industriel et capital financier. (...)

Je crois que Lionel Jospin a fait, par l'écrit, le point sur lui-même, le point sur ce qu'il croit. Il l'a fait avec cette rigueur et ce recul qui sont les traits dominants de sa pensée. C'est pourquoi il parvient à être à la fois un intellectuel et un politique. C'est pourquoi aussi certains le trouvent parfois distant, voire cassant. Cela lui a joué de bien mauvais tours, car s'il serait absurde de résumer l'échec de 2002 à un problème d'empathie, je suis cependant convaincu que cela a joué. Pourtant, Lionel sait être drôle, affectueux et touchant. Je ne connais pas d'homme dont l'image en public soit plus différente de son comportement au sein d'un cercle d'amis.

Mardi 1^{er} novembre p.178

Cela fait cinq jours que Clichy-sous-Bois est en proie à des violences urbaines. (...) (Nicolas Sarkozy) a un problème avec les mots. Il ne sait en user que pour provoquer. Jamais pour apaiser. L'idée qu'il puisse être responsable ne l'effleure pas. « Racaille », « Kärcher », toute cette violence verbale attise le feu. Ces mots ne lui échappent jamais ; ils sont soigneusement choisis, mûris, aiguisés, pour plaire à l'extrême droite comme à la droite et avoir un impact médiatique maximal. C'est parce que ces situations conviennent bien à Nicolas Sarkozy qu'il n'hésite pas à les rechercher. Sa responsabilité est grande. (...)

Mardi 29 novembre p.193-196

Qu'est-ce qui fait la popularité d'un responsable politique ? (...) Avant-hier, la réponse à cette question était assez simple. Elle tenait en quelques mots : d'importantes fonctions occupées à la tête d'un mouvement politique ou de lourdes responsabilités d'Etat tenues avec succès. (...) Hier, avec l'élection du président de la République au suffrage universel, la donne a quelque peu changé. Puisque tous les Français sont amenés à se prononcer sur votre candidature, il ne suffit plus d'être reconnu, apprécié, suivi par ses collègues parlementaires ou par les militants de son parti, il faut l'être par tous et toutes. (...) Il ne peut y avoir de démocratie sans que ce processus s'exerce, qu'il prenne la forme d'une course de fond comme c'est plutôt le cas en France ou d'une course de vitesse à l'image des primaires américaines. (...) Le débat en public est la seule manière de confronter deux personnalités et de mesurer les compétences et les traits de caractères de chacune d'entre elles. Est-ce bien utile demanderont certains ? Dans le monde moderne, tout dirigeant n'est-il pas entouré d'une foule de conseillers qui peuvent suppléer une connaissance défaillante ? Je ne le crois pas. La façon de réagir à une situation de crise, l'aptitude à mobiliser des expériences passées que l'on nomme l'intuition, la capacité à tenir bon dans l'adversité la plus grande, lorsque la pression des adversaires est la plus forte, ne relève pas des conseillers. Elle découle du chef. C'est même sa raison d'être (...) Alors ? Serait-elle fautive cette analyse qui veut qu'il faille d'abord passer par l'expérience et la sélection naturelle pour avoir fait la preuve de sa capacité à conduire notre peuple dans des circonstances difficiles ? Serait-il possible d'inviter le pays à se redresser dans « le sang, le labeur, les larmes et la sueur » sans avoir soi-même

subi aucune épreuve ? Ce n'est pas sûr. Le temps des sondages n'est pas celui de l'élection. (...) Evidemment, il serait absurde de conclure qu'une popularité au zénith constitue un handicap. Mais elle ne peut suffire. Voilà les réflexions que m'inspirent ce matin la lecture des résultats d'un sondage très flatteur pour Ségolène Royal. Sa popularité est forte. L'essentiel reste à faire.

Samedi 31 décembre p.204

Cette séance de vœux à la télé est vraiment redoutable. J'ai toujours admiré François Mitterrand dans cet exercice. Il n'avait pas son pareil pour, tel l'ami de la famille, nous chuchoter quelques phrases à l'oreille. Plus compassionnel que politique, il ciselait ses allocutions avec une vraie connaissance de nos maux et un art consommé des mots.

Jeudi 5 janvier pp.204-206

Colère froide, ce soir. Et il y a de quoi. Les graves incidents qui se sont produits dans le train Nice-Marseille au cours de la nuit du 1^{er} janvier font, désormais, la « une » des journaux et, notamment, la « une » de TF1 qui reçoit Nicolas Sarkozy. (...) Il reproduit, une nouvelle fois, un schéma de communication mêlant irresponsabilité – c'est le président de la SNCF qui est convoqué et accusé -, compassion – il reçoit les victimes – et annonce – cette fois-ci, la « mise en place, dès janvier, d'une police des transports dotée de mille à mille cinq cents agents ». Réactions ? Inconnues. Interrogations ? Malvenues. Questions ? Convenues. (...) Dans un régime démocratique, on ne peut se soustraire à ses résultats, on ne peut s'exonérer de sa responsabilité, on ne peut se dérober à son bilan. Le voile va se déchirer. (...)

Dimanche 8 janvier 2006 p.206

Michel Rocard lance un appel en ma faveur pour la présidentielle. (...) On raconte toujours la victoire des vainqueurs. Sur l'apport de Michel à la gauche, beaucoup trop est passé sous silence. Pourtant, que d'imagination, de propositions, d'anticipation ! Au regard de son engagement, je mesure la responsabilité qui m'incombe. Il faut réussir à renouveler la pensée. Il faut tenter d'être audacieux et réaliste. Il faut repousser tous ceux qui renoncent en s'adaptant aux marchés ou ceux qui se précipitent dans la démagogie.

Lundi 30 janvier p.226

C'est un slogan pour le futur et un aveu pour le passé : l'UDF s'est définie lors de son congrès comme le « parti libre ». Je ne suis pas de ceux qui raillent François Bayrou. Certes, sur beaucoup de sujets, il reste à droite. Mais, par petites touches, il s'émancipe de celle-ci. (...) Mais sur le débat essentiel qui touche à notre modèle de société, François Bayrou n'est pas clair. Ne l'est-il pas encore ? Ou ne le sera-t-il jamais ? En

définitive, l'UDF est prisonnière de ses électeurs et de ses alliances – c'est un parti en liberté surveillée.

Vendredi 10 février p.232

49-3 sur le CPE. (...) Une faute de forme après une faute de fond. On ne peut pas faire croire qu'une cause est juste en précipitant avec brutalité son adoption. (...) Décidément, Villepin ne connaît pas la psychologie populaire. Les Français ne se font une idée que par approximations successives. Ils n'ont jamais d'*a priori*, pas de démarche idéologique. Il y a une part de consumérisme dans la politique. On peut le regretter, mais c'est ainsi. Toute personne qui a mené une campagne électorale le sait. Je comprends maintenant pourquoi Villepin a proposé à Alain Juppé et à Jacques Chirac de dissoudre en 1997 : c'est un politique de bureau. (...)

Dimanche 19 février p.234

Quel aplomb et quelle impudence, une nouvelle fois... Nicolas Sarkozy a lancé son slogan : « imaginons la France d'après ». D'après quoi ? D'après qui ? Comme si la France d'aujourd'hui n'était pas la sienne. Comme si le numéro 2 du gouvernement, le ministre d'Etat, le ministre de l'Intérieur, le président de l'UMP, l'ancien ministre des Finances, ne portait pas une responsabilité, et une responsabilité majeure, dans l'état du pays. Je l'attends de pied ferme.

FRANCE (Demain)

Dimanche 25 juin pp.253-254

Cette année encore, je participe avec Anne à la Marche des Fiertés. (...) Je crois avoir été l'un des premiers à prendre position en faveur du mariage d'individus de même sexe. L'un des premiers aussi à se prononcer en faveur de l'adoption par les homosexuels, seuls ou en couple. Le Parti socialiste, d'abord réticent, m'a désormais rejoint. Je m'en réjouis. (...) J'ai bien conscience que certains de mes concitoyens sont encore réticents. (...) Mais c'est là que la politique prend tout son sens : définir en responsabilité où se situe l'intérêt général et confronter inlassablement les idées. Débattre, pour convaincre l'opinion et vaincre les conservatismes. Aurions-nous aboli la peine de mort en 1981, aurions-nous voté le Pacs en 1999 ? (...)

Mercredi 17 août pp.265-266

Chacun ses lubies. (...) Moi, ce sont les nouvelles technologies. (...) Il y a, dans cette passion, une dimension personnelle qui tient à la fois du ludique et de

l'intellectuel. J'aime les nouvelles technologies. J'aime m'en servir. J'aime comprendre leur fonctionnement. J'aime découvrir ce que chaque nouvelle version apporte par rapport à la précédente. J'aime même réparer les fonctions défectueuses. J'y passe du temps – trop sans doute et je sais combien ma famille, mes amis, mes collaborateurs peuvent s'exaspérer de ce qui leur apparaît souvent comme une volonté de se retirer du monde. Mais il y a aussi, dans cette passion une dimension politique. (...) Au fond, j'ai la conviction que l'une des missions de tout homme ou toute femme politique qui aspire à exercer des responsabilités majeures est de penser le monde de demain, de mesurer les bouleversements qui sont à l'œuvre et de préparer les conséquences quotidiennes qu'ils pourront avoir pour les Français. (...)

Mardi 30 août pp.266-268

Fin d'été, fin de période ? Le baril de pétrole brut atteint désormais près de 70 dollars à New York. Il a augmenté de plus de 40 % en un an. Il a presque doublé depuis deux ans. Et, aujourd'hui, l'inquiétude, voire l'affolement, gagnent du terrain. On pointe le risque de pénurie. On évoque des prix faramineux. (...) Quel doit être, dans un tel contexte, le rôle d'un responsable politique ? (...) Je suis, pour ma part, en ce domaine comme dans tous les autres, partisan de la transparence totale et de l'action immédiate. La vérité : nous allons connaître bientôt – dans quinze ans, peut-être dans dix ans – ce que les experts appellent le « peak oil », c'est-à-dire ce moment où la production entamera son déclin ; nous allons entrer durablement, nous y sommes même déjà, dans l'ère du pétrole cher. (...) L'ère du pétrole rare et cher oblige à penser l'ère de l'après-pétrole. (...) C'est ce défi que, tous ensemble, nous devons relever.

Mardi 27 décembre p.283

La presse évoque le premier cas de grippe aviaire en Turquie. Cette menace prend corps dans la vie quotidienne des Français. Quelle que soit notre volonté de nous y soustraire, la mondialisation introduit dans nos sociétés de nouveaux risques, qui ne se limitent pas aux questions économiques de concurrence et de délocalisations. Nous devons nous préparer à relever un défi nouveau : celui de la biosécurité. (...) Le risque biologique prendra différentes formes. Mais les plus évidentes et les plus immédiates sont l'éventualité d'une épidémie planétaire de grippe aviaire et celle d'une attaque bioterroriste quelque part en Europe. (...)

MONDE

Samedi 2 avril p.301

Au Darfour, la barbarie s'ajoute à la misère. Deux millions de morts en vingt ans : voilà le macabre bilan de la guerre civile soudanaise. Vingt ans de silence et d'immobilisme face à l'horreur : voilà l'action, ou plutôt l'inaction, du monde pour un peuple en détresse. (...)

Mercredi 17 août pp.306-307

Évacuation unilatérale de Gaza. Moment de vérité pour Israël et pour la paix avec les Palestiniens. (...) Il faut cependant saluer ce retrait, mais comme un premier pas, une première étape vers le retrait total de tous les territoires administrés. Aller jusqu'au bout de la logique engagée avec le retrait du Sinäi en 1981. Cette fois, il ne s'agit pas seulement de rendre aux pays arabes voisins d'Israël la souveraineté sur leur territoire – cela devra venir aussi pour la Syrie –, mais aussi de permettre aux Palestiniens de vivre dans un Etat viable, souverain, garantissant à Israël son droit inaliénable à la sécurité et au peuple juif le droit à une terre. (...) Mais tout cela ne sera possible que si les Palestiniens renoncent effectivement au terrorisme. Le désespoir alimente les comportements les plus terribles, il ne les excuse pas, il ne les justifie pas. Il revient à Israël de tracer une perspective. Mais la volonté palestinienne d'assurer le droit d'Israël à la sécurité doit être dénuée d'ambiguïté. Ce n'est pas encore le cas. Pour les uns comme pour les autres, il faudra donner une suite au retrait israélien de Gaza.

Dimanche 4 septembre p.309

Comme hier, comme depuis une semaine, comme depuis trop longtemps déjà, les images de La Nouvelle-Orléans après le passage de Katrina nous arrivent, oppressantes. La ville, ravagée et toujours inondée, n'a plus visage humain. Des survivants se sont réfugiés sur les toits et brandissent des pancartes marquées « Help ». (...) Une chose me choque, plus encore que cette vision de fin du monde : les habitants qui restent sur place sont noirs. (...) Katrina dévoile ce que la croissance économique et le faible taux de chômage des Etats-Unis dissimulent : la faillite des services publics qui laissent des dizaines de millions de personnes sur le bord du chemin.

Mardi 13 septembre pp.313-314

Cet après-midi, après quelques semaines d'interruption – campagne référendaire oblige –, je reprends mes cours d'arabe. (...) Je suis (...) convaincu que, pour la France, la relation à l'Islam d'une part et au monde arabe d'autre part constitue un enjeu décisif. Apprendre l'arabe, (c'est) sans doute pouvoir communiquer plus facilement, mais c'est aussi vouloir mieux comprendre une autre culture et un autre mode de pensée. De ce point de vue, l'apprentissage de l'arabe est passionnant car cette langue, par sa structuration très stricte, incroyablement rigoureuse, presque mathématique, est très différente de toutes celles que j'ai pu étudier auparavant. (...). Bon, le problème, c'est que je peux maintenant disserter sur l'arabe mais que je ne peux toujours pas disserter en arabe...

Mercredi 26 octobre pp.320-322

Comme tous les ans, je suis venu en Chine (...) Je n'échappe pas, une fois de plus, à la surprise de tout Occidental qui constate à quelle vitesse se fait le

passage à l'économie de marché. Avec son cortège inévitable d'inégalités. C'est ce qu'avec une poésie toute chinoise le XVI^e congrès du PCC met en lumière en parlant des cinq harmonies qu'il faut dorénavant rechercher. (...) Dans chacune de mes discussions, j'ai avancé une sixième harmonie : celle qui lie la liberté économique naissante à une liberté politique encore sous le boisseau. Ecoute polie. Arguments en réponse qui fleurent bon la langue de bois. Il n'empêche, c'est aussi une part de mon combat.

Vendredi 28 octobre pp.322-324

(...) (La) question de la centralité du conflit du Proche-Orient est une dérive que l'on rencontre de plus en plus souvent en Europe, y compris à gauche. (...) Comprenons-nous bien : le règlement du conflit israélo-palestinien est une ardente obligation, un impératif pour toutes celles et ceux, notamment Européens, Français, progressistes, qui sont attachés à la paix et à la dignité. Le peuple palestinien privé de ses droits nationaux ; le peuple israélien vivant dans la peur permanente : cela est inacceptable, et nous devons contribuer au règlement de cette situation. Mais cela ne devrait pas nous conduire à faire de cette question le cœur, le centre, le préalable à tout ce qui concerne les rapports avec le monde arabo-musulman. Les questions de la démocratie, des droits des femmes, des minorités, du développement économique et social sont tout aussi centrales. La question du terrorisme dépasse l'alibi que constitue le conflit israélo-palestinien. Et au-delà du terrorisme, les risques engendrés par l'acquisition probable d'une capacité nucléaire militaire par les Iraniens sont d'une tout autre ampleur et peuvent menacer, dans les années qui viennent, l'équilibre de la planète.

Mardi 20 décembre pp.331-332

Evo Morales est élu président de la République de Bolivie. La population bolivienne d'origine précolombienne, qui représente 60 % de la population du pays, s'est invitée par les urnes aux commandes de la Bolivie (...) Le gouvernement américain veut-il imposer un plan militarisé d'éradication de la culture de la coca qui conditionnerait l'accès à l'aide économique ? Les paysans s'y opposent et défendent une culture bien antérieure à l'industrie de la cocaïne. Veut-on concéder la gestion de l'eau, ouvrir les réserves de gaz ? Le parti d'Evo Morales réclame le contrôle national de ces ressources. Washington n'hésite pas à démoniser le partisan d'Hugo Chavez, l'ami de Castro. Chacun est le terroriste de l'autre : né dans un contexte d'affrontement idéologique, il faut espérer que le nouveau régime bolivien ne s'y laissera pas enfermer.

Dimanche 1er janvier 2006 pp.333-335

L'année commence en effet par un conflit inédit : la « guerre du gaz » entre la Russie et l'Ukraine. (...) Au-delà de la question ukrainienne, la « guerre du gaz » révèle et cristallise une question russe dont il faut bien prendre la mesure. Pourquoi ? Parce que la Russie possède, dans la nouvelle géopolitique du gaz, un double avantage stratégique. La quantité : elle détient, et de loin, les réserves de gaz les plus importantes du monde – environ moitié plus que l'Iran et le Qatar. La proximité : elle a une capacité d'accès aux marchés européens très supérieure à celle de ses principaux concurrents. (...) Face à cette stratégie et à cette détermination, que propose l'Europe ? Bien peu. Trop peu. (...) Il faudra être ambitieux, volontaire, imaginatif. Et porter loin son regard, tant les grandes questions stratégiques ont des conséquences concrètes sur la vie quotidienne des Français, et d'abord des plus modestes d'entre eux.

Dimanche 5 février pp.338-339

La crise née de la publication des caricatures de Mahomet s'amplifie (...) Puisqu'il faut y revenir, revenons y. La liberté d'expression passe par la liberté de la presse. Qu'on ne compte pas sur moi pour remettre en cause un des acquis fondamentaux de notre démocratie. Celle-ci ne justifie pas tout, bien sûr. La liberté de la presse a son corollaire : la responsabilité. Elle ne saurait être absolue. Mais elle est intangible. Renoncer à la liberté d'expression, c'est renoncer à la démocratie (...) Je trouve injuste, inepte même, d'assimiler islam et terrorisme par une caricature qui fait du prophète Mahomet un fauteur de terrorisme. (...) Je comprends que la plupart des musulmans soient choqués par cette représentation du prophète, qu'ils se sentent blessés, atteints dans leur foi, meurtris. Mais eux ne tombent pas dans la violence. Ils expriment de l'incompréhension, pas de la haine. Rien ne justifie la violence actuelle des protestations ni les déchaînements d'intolérance.

Samedi 12 février p.340

Suite de mon programme en Afrique du Sud. Je viens de visiter le service périnatal de l'hôpital de Baragwanath, qui s'occupe à Soweto des enfants séropositifs. On en ressort anéanti : la moitié des femmes enceintes sont porteuses du virus, aucun traitement infantile n'est disponible. Le tiers des décès à Soweto est lié au sida ! (...) Le sida est la pandémie la plus destructrice qui frappe le Sud. Mais ce n'est pas la seule : la malaria, la résurgence de la

poliomyélite, les risques de grippe aviaire. Comment, dans ces conditions, parler de développement ? Aider le Sud à se doter d'une politique de santé robuste est un préalable absolu. (...)

CONCLUSION pp346-360

(...) Nous ne pouvons rester immobiles face à l'intensification de la mondialisation et aux effets qu'elle exerce sur l'économie comme sur la société : les Français l'ont bien compris. L'effort à produire est considérable. Préserver notre culture, nos traditions, notre héritage politique et social et, dans le même temps, transformer notre pays pour lui imprimer le rythme du monde, saisir les opportunités offertes par cette nouvelle donne, permettre à la France de conserver son rang et son influence : voilà la tâche qu'il faut accomplir. Elle est exigeante. Elle requiert plus que de la détermination, presque de l'acharnement. (...)

La question centrale de l'élection de 2007 sera donc bien la suivante : un président pour quoi faire ?

Il faut d'abord un président qui imprime une orientation politique. (...) Le président ne saurait cependant varier au gré des ressacs de l'opinion publique. Il ne peut être un président-ectoplasme qui ne s'enquerrait des sondages que pour s'y conformer. Rien ne serait plus détestable dans son principe ni plus dangereux dans son accomplissement qu'un président qui demanderait alentour ce qu'il doit faire : il lui faut savoir ce qu'il veut pour la France et l'indiquer aux Français. (...)

Si le président doit considérer les sondages avec prudence, il doit aussi tenir à distance les experts. Souvent issus de l'ENA, ces derniers savent tout ou presque. (...) Je ne prétends pas que la compétence n'est pas nécessaire à l'exercice des responsabilités gouvernementales parce que les questions à traiter seraient avant tout politiques. Je pense au contraire que la compétence est plus nécessaire encore aujourd'hui qu'hier parce que le monde est devenu plus compliqué et que les affaires de l'État ont gagné en technicité. Mais je crois que c'est le responsable politique lui-même qui doit être compétent, et pas seulement ses conseillers dont la tendance naturelle est de chercher à le transformer en perroquet. (...)

Le président doit indiquer un chemin au pays, et c'est justement ce qui ne s'est pas passé en 2002. (...) Faire entendre la voix de la France, voilà bien ce qui relève du président de la République et qui ne relève que de lui. Ce message fait

de l'alliance de la liberté et de l'égalité, beaucoup de peuples sont prêts à l'entendre. Beaucoup nous disent aujourd'hui combien ils souffrent de ne plus l'entendre. Plus près de nous, nos amis nous attendent pour reprendre le cours de la construction européenne. Nous ne le ferons pas sans eux, mais ils ne le feront pas sans nous. Le prochain président n'aura que peu de temps pour prendre des initiatives s'il souhaite en voir l'aboutissement. C'est pourquoi il doit avoir dès maintenant à l'esprit la voie qu'il entend proposer. (...)

Reste la confiance. (...) Si la confiance nous fait défaut, c'est parce que l'avenir paraît sombre. Le sentiment du déclassement gagne toutes les catégories de la population, ceux qui souffrent depuis longtemps comme ceux qui découvrent la souffrance. A tous ceux-là, je veux dire que je crois en notre avenir collectif. (...) Cela fait trente ans, presque jour pour jour, que j'ai adhéré au Parti socialiste. J'avais un peu plus de vingt ans – l'âge des enthousiasmes. J'ai maintenant l'âge de la détermination. (...) Faire de la politique, c'est vouloir servir. C'est vouloir changer le monde. C'est vouloir changer la vie. Briguer les plus hautes charges, c'est ne pas rester frileusement en retrait : c'est vouloir mettre en accord des années de combat militant et ce que je crois juste pour la France. Je veux redonner l'espoir de construire le monde autrement qu'en s'inclinant devant le pouvoir de l'argent. Je veux faire en sorte que l'espoir change de camp.

INDEX PAR PAGES

International

Afrique du Sud : 339-344
Algérie : 95-96 ; 102-103 ; 305 ; 316
Bolivie : 331-332
Chine : 50 ; 320-322
Côte d'Ivoire : 302 ; 307 ; 327
Darfour : 301-302
Dettes : 303-304
Etats-Unis : 309 ; 324-325 ; 327-329
Irak : 318-320
Iran : 304-305 ; 322-324
Japon : 300-301 ; 311-313
Maroc : 50 ; 93 ; 316-317
OMC : 327-329
Proche-Orient : 298 ; 302-303 ; 306-307 ; 329-331
Russie : 333-335
Terrorisme : 61-62

Europe

29 mai : 55-56
Allemagne : 51-52 ; 65-66 ; 66-68 ; 71-73 ; 79-81
Campagne référendaire : 25 ; 36-37 ; 41-55
Espagne : 27 ; 59 ; 316-317
Euroméditerranée : 69-70
Frontières de l'Europe : 63-65 ; 69-70
Gouvernement économique : 37-39
Italie : 73-76 ; 85-86
Pays-Bas : 56-57
Pologne : 68-69 ; 80
Post-référendum : 56-58 ; 60-61 ; 82-84
Royaume Uni : 28 ; 47-48 ; 59 ; 61-63 ; 80
Suède : 76-77
Union Européenne : 37-41 ; 50 ; 78-81 ; 82-84 ;
223-224 ; 327-329

Développement durable

Climat : 259 ; 282-283
Eau : 264-265 ; 272-273
Energie : 257-258 ; 266-269 ; 273-274 ;
276-278 ; 333-335
Environnement : 219 ; 245 ; 274-275 ; 279-280 ; 282-283
Inégalités Nord-Sud : 50 ; 280-281 ; 297-298 ; 303-304 ;
310-311 ; 325-326 ; 339-344
Nucléaire : 218 ; 271-272
OGM : 269-270

Economie et Social

CPE : 213-214 ; 223 ; 348-350
Croissance : 166 ; 208-210
Délocalisations : 128-129 ; 163-164 ; 171-173 ; 221-223
DOM-TOM : 41-42 ; 102 ; 109 ; 232-233
Emploi : 201 ; 213-218 ; 223 ; 232 ; 347-350
Fiscalité : 151-153 ; 169 ; 223-224
Libéralisme : 136-138 ; 207 ; 345-347
Lutte contre la pauvreté : 192-193
Modèle social : 76-78 ; 166 ; 345-347
Mondialisation : 37-39 ; 219
Nationalisation/Privatisation : 217
Patriotisme économique : 235-236
Recherche : 122-124
Salaire, pouvoir d'achat : 119 -122 ; 130-132
Santé : 139-142 ; 217 ; 219 ; 325-326 ; 340-342
Sécurité sanitaire : 233-234 ; 262-263 ; 283-286
Service Public : 117-118 ; 161-163
Ville, urbanisme, logement : 124-125 ; 127 ; 145-148 ;
158-160 ; 167-168 ; 218

Société

Banlieues : 178-181; 183-183
Colonisation : 102-103 ; 108 ; 108-111 ; 204
Culture : 154-155 ; 227-228 ; 288-292
Démographie : 246 ; 261-262 ; 287-288
Education : 142-143 ; 218 ; 237-238 ; 282
Euthanasie : 246-249
Femmes : 100-102 ; 132-135
Homoparentalité, marche des Fiertés : 59-60 ; 250 ; 253-256
Immigration : 150-151; 238-241
Intégration : 164-166 ; 228-230
Islam : 336-339
Judaïsme : 174
Justice (dont Outreau) : 148-149 ; 182-183 ; 197-200 ; 231
Laïcité : 111-112
NTIC : 44-45 ; 228 ; 251-252 ; 265-266 ; 275-276 ; 278-279
Pape : 96-97
Prison : 82 ; 210-213
Racisme, antisémitisme, lutte contre les discriminations : 125-127 ; 156-158 ; 165-166 ; 235
Religion : 186-187 ; 324-325
SDF : 192
Sécurité : 178-181 ; 204-206 ; 219-220
Téléchargement : 288-292
Université : 78-79 ; 238 ; 259-261

Politique

Extrême gauche : 107-108 ; 206-207 ; 230
- PCF : 105-106
Fonction présidentielle : 95 ; 350-356 Institutions : 207-208 ; 220-221 ; 270-271 ; 350-352
Mandat unique : 220 ; 354
Parti Socialiste
- Congrès : 138 ; 149-150 ; 185-191
- SFIO : 97-100

- Socialisme et Démocratie : 163-164 ; 202-203
Socialisme : 30-36 ; 356-360
- Réformisme : 47-48 ; 108
- Social-démocratie : 30-36
Syndicats : 52-53 ; 120 ; 168
UDF : 226
Union de la gauche : 75-76 ; 111 ; 231-232

Personnalités

Aubenas, F. : 129-130 ; 142 ; 144
Aubry, M. : 188
Barroso, M. : 39
Bérégovoy, P. : 46
Besancenot, O. : 107-108
Blair, T. : 28-30 ; 47-48 ; 59 ; 62-63 ; 80
Bové, J. : 49 ; 206
Chevènement, J-P. : 103-104
Chirac, J. : 25 ; 42 ; 43 ; 55-56 ; 135 ; 139 ; 165 ; 166 ; 185 ; 204 ; 350-352
Da Silva, L-I. (dit Lula) : 214-316
Delanoë, B. : 153-154 ; 160
Delors, J. : 226-227
Destot, M. : 221-223
Emmanuelli, H. : 28 ; 76 ; 169-170
Fabius, L. : 49 ; 138 ; 164
Hollande, F. : 44 ; 118 ; 138 ; 149-150 ; 185-191
Jospin, L. : 42-43 ; 76 ; 99-100 ; 164 ; 176-178
Lafontaine, O. : 65-66
Laguiller, A. : 201
Lamy, P. : 307-309
Lang, J. : 41
Mauroy, P. : 60-61
Merkel, A. : 68 ; 71-73 ; 79
Mitterrand, F. : 44 ; 95 ; 113 ; 116 ; 204
Pérès, S. : 302-303
Prodi, R. : 74-75 ; 85-86
Raffarin, J-P. : 44
Rifkin, J. : 43-44
Rocard, M. : 106-107 ; 206

Royal, S. : 193-196 ; 225
Sarkozy, N. : 109 ; 136 ; 139 ; 148-149 ; 153 ; 178-
182 ; 204-206 ; 207 ; 234 ; 237-241 ; 345-347.
Schröder, G. : 51-52 ; 54-55
Villepin (de), D. : 44 ; 135-137 ; 139 ; 166 ; 232 ;
347-350
Voynet, D. : 275
Zapatero, J-L. : 27 ; 59

DSK

Franc-maçonnerie : 175
Langues étrangères : 298-300 ; 313-314
NTIC : 44-45 ; 251-252 ; 265-266 ; 278-279
Parcours politique : 103-104
Parents : 60-61 ; 93-94
Rugby : 235-236
Sarcelles : 42 ; 142-145 ; 174 ; 183-184
Sciences-Po, enseignement : 252-253
Tremblement de terre : 93-94